



**“ DEPUIS LE DEBUT ILS SAVAIENT CE QUI SE PASSAIT AVEC LE BUS,
ET ILS NOUS ONT QUAND MEME FAIT MONTER DEDANS ! »**

CSA MJS, 12 juillet 2024,

Youhouuuuu les ministres, vous êtes où ?

Youhouuuuu les ministres, vous êtes encore en poste ?

*Ce qui est sûr c'est que même après une défaite électorale, nos braves
ministres publient décret sur décret.*

Face à un tel cirque, l'éducation à la citoyenneté est perplexe.

Comment être fonctionnaire ou contractuel de la fonction publique en 2024, alors que l'administration demande à ses agent.es de faire plus avec moins ?
Comment être fonctionnaire ou contractuel de la fonction publique en 2024, alors que le gouvernement préfère chasser de la capitale des personnes (réfugié.es, SDF, Roms, étudiant.es...) pour les JOP 2024 dit aussi “fête populaire”, plutôt que de mener une politique sociale et solidaire pour toutes ?

Comment être fonctionnaire ou contractuel de la fonction publique aujourd'hui quand les besoins du public augmentent, mais que le gouvernement ferme ou privatise des services publics (ligne de train, classes, maternité ou hôpital, borne d'accueil, ...) ?

Comment développer des politiques jeunesse et sports garantissant la sécurité, l'épanouissement et l'émancipation du public et la fin des violences sexistes et sexuelles, avec des moyens en baisse et obérés par un dispositif dangereux tel que le SNU ?

Comment développer des politiques d'éducation populaire et de vie associative, quand les préfetures décident arbitrairement d'utiliser le CER, instrument de contrôle de la liberté associative, pour couper des subventions aux associations ?

Comment développer des politiques jeunesse et sports émancipatrices quand le gouvernement décide de maintenir ses cadeaux fiscaux indécents aux grandes entreprises et dans le même temps de faire des coupes budgétaires de masse au détriment des associations sportives à 1 mois des JOP 2024 ?

L'Etat des politiques publiques à Jeunesse et Sports est à l'image du bilan de la présidence de Macron depuis 2017 : liberticide et dangereuse !

Il est temps d'arrêter de passer en force des dispositifs ou mesures dont personne ne veut et d'écouter les critiques et propositions pour reconstruire le service public jeunesse et sports ensemble.

Pour cette fin d'année scolaire 2023/24, les sujets problématiques à faire remonter durant ce CSA ministériel sont encore trop nombreux ; en voici un échantillon non exhaustif :

- Affectations des nouveaux.elles Personnel.le.s Techniques et Pédagogiques : la procédure est bien trop tardive. Les délais sont trop courts pour que les collègues puissent s'organiser dans des conditions correctes (déménagement, école et garde d'enfants, ...). Pire, à l'heure actuelle les PS n'ont toujours pas leur affectation. Qu'en est-il ?
- La dernière CAP de titularisation des nouveaux collègues PTP a été organisée dans des délais expéditifs, sous la direction d'une administration sourde. Ce ne sont pas des manières respectables pour l'administration publique et disons-le :

nous ne nous y habituerons jamais !

- L'année de stage des collègues PTP 2023/24 a elle aussi été marquée par de trop nombreux dysfonctionnements et des cas de maltraitances répétés et parfois même territorialisés. Il faut prendre la mesure de ces problèmes et garantir de meilleures conditions pour la future promotion.
- Les coupes budgétaires en cette fin d'année notamment au niveau des politiques sportives - pendant une année olympique où le sport est la grande cause nationale - c'est le pompon ! Cela vient fragiliser encore une fois les actions de terrains, les associations, les QPV et les zones rurales et leurs habitant.es, et évidemment l'action des services de l'Etat.
- Coupe budgétaire portant atteinte à l'exercice même des missions et à la formation continue des agent.es : annulation des regroupements nationaux et de formations, annulation du stage au PNF pour les nouveaux.elles CEPJ, interdiction de déplacement en formation nationale faute de moyen de remboursement suffisant... C'est tout à fait ahurissant et anormal !
- SNU ! Il est regrettable d'avoir encore à nommer ce dispositif dangereux, car cela fait bien longtemps que le SNU devrait être supprimé. Les alertes sur le sujet ne manquent pas. Pire, les problèmes continuent à affluer. Dans les services évidemment, les collègues continuent à souffrir de la charge de travail, des pressions et de la culture du silence qui règne pour faire taire les dysfonctionnements. Dans les séjours également. Dernier accident en date, le 17 juin, un car transportant des jeunes dans la Creuse a brûlé. Dans un reportage du journal la Montagne, on peut lire cette phrase prononcée par une des jeunes : « [Depuis le début ils savaient ce qui se passait avec le bus, et ils nous ont quand même fait monter dedans !](#) » ! C'est bien aussi ce qu'il se passe dans notre administration. Il n'est plus possible de fermer les yeux, de dire qu'on ne savait pas ! Le SNU est dangereux, pour les jeunes, les agent.es et le service public. Il promeut la militarisation de la société, le contrôle des individus et la mise au pas de la jeunesse, en bref des idéaux qui animent l'extrême droite ! Le SNU doit être supprimé immédiatement et les crédits doivent être affectés aux associations et mouvements d'éducation populaire et de jeunesse.

A cela s'ajoute des dizaines de situations RH problématiques pour des collègues et des services, fédérations qui souffrent de manque de moyen et/ou de management autoritaire. L'administration doit comme le gouvernement changer son mode de fonctionnement et d'écoute, sinon elle s'expose à des vagues de mobilisations massives, historiques et puissantes dans les prochaines semaines.

La bonne nouvelle dans tout cela pour les collègues jeunesse et sports, c'est que l'éventail des possibles est large et qu'il ne tient qu'à nous de faire bouger les choses, à commencer par faire ce que l'on maîtrise le mieux à jeunesse et sport ; tisser des liens et faire collectif. Notre syndicat se tient aux côtés de tous les collègues, services, associations et syndicats qui le souhaitent pour faire front collectivement contre les idées d'extrêmes droites et construire un service public jeunesse et sports émancipateur et solidaires pour toutes.

Pour cela, préparons-nous à l'action et à la grève générale, à JS et partout ailleurs !

Solidaires JS revendique :

- un ministère Jeunesse et Sport propre avec des moyens adéquats
- la fin du Contrat d'Engagement Républicain et du SNU et l'attribution des crédits aux associations et mouvements d'éducatrices populaires et de jeunesse
- la retraite à 60 ans max
- une hausse du point d'indice

Dans le contexte politique ubuesque du moment, nous contestons la tenue de ce CSA tout comme le maintien des divers "groupes de travail". Nous quitterons cette réunion dès la fin des déclarations liminaires.

Par ailleurs, le seul texte à étudier lors de ce CSA est "la réorganisation des services académiques", un énième document rétrograde.

Disons-le de suite, même lorsque les organisations se prononcent contre, l'administration passe en force et méprise la représentation des personnels, bien aidée par un gouvernement aujourd'hui illégitime qui a toujours méprisé le dialogue social !

Soyons solidaires et syndiquons-nous !

Des questions, remarques, idées de génie ?

Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com - 06 86 63 17 91

